



Section Belgique – Estonie / Lettonie / **Lituanie**



20-23 septembre 2015

Visite de trois jours d'une délégation lituanienne

Composition de la délégation

- ▶ Vytautas GAPŠYS (°1982, chef de la délégation, social-démocrate, membre de la majorité gouvernementale, président de l'UIP Lituanienne)
- ▶ Povilas GYLYS (°1948, indépendant, membre de l'opposition, ancien ministre des Affaires étrangères entre 1991 et 1995)
- ▶ Andrius MAZURONIS (°1979, libéral, membre de l'opposition, président de la délégation parlementaire à l'Otan)
- ▶ Jolita SIRIŪTĖ, secrétaire administrative

La délégation fut accompagnée en permanence par l'ambassadeur S.E. M. Gediminas VARVUOLIS et son assistante, Mme Liliana JAROSLAVSKA.

Du côté belge, la délégation fut reçue par :

- ▶ Egbert LACHAERT (Chambre, Open Vld), président de la section
- ▶ Yves EVRARD (Sénat, MR), vice-président de la section
- ▶ Pol VAN DEN DRIESSCHE (Sénat, N-VA), président de l'UIP belge
- ▶ Andries GRYFFROY (Sénat, N-VA), membre de la section
- ▶ Serge DE RYCK, secrétaire administratif

Motif de la visite

Lors d'une rencontre, le 11 février 2015, avec S.E. M. Gediminas VARVUOLIS, la possibilité d'une visite du Groupe d'amitié belge fut évoquée à la faveur de la fermeture, effective à partir du 1^{er} juin 2015, de l'ambassade belge à Vilnius.

La présidente de la Seimas ('Assemblée', qui compte 141 membres), Mme Loreta GRAUZINIENE a rendu visite, le 4 mars 2015, à ses homologues de la Chambre et du Sénat, M. Siegfried BRACKE et Mme Christine DEFRAIGNE.

Du 14 au 16 juin 2015, une délégation belge, emmenée par le député Egbert LACHAERT, et dont faisaient également partie les sénateurs cités plus haut, se rendit à Vilnius suite à la décision du gouvernement de fermer, pour des raisons d'économie, dix-huit postes diplomatiques, dont les ambassades suivantes établies dans des pays membres de l'Union européenne : Chypre, la Slovénie, la Slovaquie, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Dorénavant, c'est l'ambassade belge à Varsovie qui est également compétente pour la Lituanie.

M. Didier REYNDERS, le ministre belge des Affaires étrangères, exposa dans une lettre du 31 août 2015 à la section belge de l'UIP, les raisons de la décision gouvernementale : "En dépit de la fermeture de nos postes dans les pays baltes, la Belgique souhaite maintenir des relations étroites avec ces pays au travers de contacts politiques réguliers, tant bilatéraux qu'au sein du Benelux et de l'Union européenne. Dans le cadre de l'Otan, la Belgique contribue militairement à la sécurité régionale des trois pays baltes, entre autres par notre participation à la 'Enhanced Air Policing', l'engagement de notre marine dans la Mer baltique en 2015 et l'exercice d'une unité de nos forces armées en Lituanie en octobre 2015."

Le "Foreign Trade and Investment" (FIT) flamand, dont le siège avait été transféré à Saint-Pétersbourg, sera établi de nouveau à partir de 2016 à Vilnius, transfert rendu possible grâce à l'intervention de la délégation belge à la faveur de sa visite à Vilnius à la mi-juin 2015.

La visite de réciprocité actuelle a pour but de renforcer les liens entre les deux pays membres de l'Union européenne, de s'informer davantage sur le paysage institutionnel belge – composé d'un niveau fédéral, communautaire et régional – et d'explorer les possibilités d'une coopération plus intensive entre les ports flamands de Gand et de Zeebrugge et le port maritime, libre de glaces toute l'année, de Klaipeda.

Programme

La visite de trois jours s'est déroulée respectivement à Bruxelles, en Flandre et en Wallonie et comportait notamment :

- un accueil au Sénat par le sénateur Pol VAN DEN DRIESSCHE ;
- une rencontre avec M. Jan PEUMANS, président du Parlement flamand ;
- une rencontre avec M. Siegfried BRACKE, président de la Chambre belge des représentants ;
- une visite des ports maritimes de Gand et de Zeebruges , en ce compris du Terminal LNG ;
- une courte promenade dans Bruges ;
- une visite de l'Université Catholique de Louvain à Louvain-la-Neuve ;
- une visite du Parlement de Wallonie, le jour où celui-ci inaugurerait l'année parlementaire.

La position de la Lituanie

Première république soviétique indépendante

La Lituanie fait environ deux fois la Belgique avec une population d'environ trois millions. Le parlement Lituanien, la 'Seimas', compte 141 membres. La Lituanie, indépendante une première fois à l'issue de la Première Guerre mondiale, fut, le 11 mars 1990, la première république soviétique à déclarer son indépendance, mettant ainsi en branle le processus de décomposition de l'Union soviétique. M. Povilas GYLYS, membre de la délégation, joua un rôle de premier ordre dans le Front de l'Indépendance et fut entre 1991 et 1995 le deuxième ministre des Affaires étrangères.

Etat membre de l'Union européenne menacé par la Russie

La Lituanie adhéra en 2004 à l'Union européenne et à l'Otan. Le 1er janvier 2015, elle adopta l'euro. L'embargo décrété par l'Union européenne sur le commerce avec la Russie suite à l'annexion par celle-ci de la Crimée et destiné à stigmatiser le rôle déstabilisateur du Kremlin dans la partie est de l'Ukraine rabote le revenu Lituanien d'un pour cent environ mais n'est nullement mis en cause. L'enclave russe de Kaliningrad toute proche est la zone la plus militarisée de la région où des armes nucléaires sont possiblement stockées. La menace russe inquiète la Lituanie mais peut être maîtrisée moyennant la dissuasion opérée par des partenaires de l'Otan.

La crise des réfugiés actuelle

Dans la crise des réfugiés actuelle – une première vague de 160.000 réfugiés du Moyen-Orient est attendue – le gouvernement Lituanien, contrairement au Groupe de Visegrad (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie), souhaite respecter la solidarité européenne. Celle-ci implique, suivant le plan Juncker, une répartition des réfugiés entre les différents pays membres. La seule condition posée par la Lituanie est de disposer de davantage de temps pour adapter ses structures d'accueil peu développées et préparer la société relativement homogène, très divisée par cette question. Les Litvaniens craignent également l'arrivée de réfugiés ukrainiens s'il n'est pas mis fin à la situation de guerre dans ce pays. La résistance est aussi bien socio-économique que culturelle et religieuse. Socio-économique parce que le moindre réfugié coûterait entre 600 et 800 euros, alors que le salaire minimum n'atteint même pas la moitié de ce montant. En outre, la Lituanie – une nation majoritairement catholique alors que les pays baltes voisins sont plutôt protestants – n'a pas connu, dans son histoire récente, un afflux aussi massif d'immigrés, et à tout le moins pas de personnes de confession musulmane. Vilnius, par exemple, ne compte pas une seule mosquée.

Accueil au Sénat

Soutien militaire belge

Vis-à-vis du sénateur Pol VAN DEN DRIESSCHE, la délégation se montre reconnaissante du fait que la Belgique a toujours, et ce depuis le début, soutenu militairement la Lituanie et a aidé celle-ci à contrôler son espace aérien à partir de la base de Sulei. En octobre, quelque 300 soldats participeront trois semaines durant à des manœuvres qui doivent convaincre la Russie que l'Alliance atlantique défendra la souveraineté Lituanienne par tous les moyens.

La crise des réfugiés

La crise financière grecque n'est pas encore résolue. Quant à la crise des réfugiés, elle divise l'opinion publique. Il faut trouver une solution durable et équilibrée. Il faut également s'enquérir de ce qui se passe en Syrie et en Irak. La Lituanie ne s'oppose pas aux quotas, mais souligne que quelque système que ce soit doit être adopté sur une base volontaire et non être imposé. Les Etats de l'Europe occidentale ont une certaine expérience en matière d'immigration massive en provenance de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Centrale. Cette expérience fait défaut aux pays baltes. Ceux-ci craignent d'ailleurs une nouvelle Guerre froide, comme celle qui sépare actuellement la partie orientale de la partie occidentale de l'Ukraine.

Accueil au Parlement flamand

L'entretien a lieu en présence d'Yves WAUTERS, représentant diplomatique en poste à Varsovie et dès lors compétent pour la Lituanie.

M. Jan PEUMANS, président du Parlement flamand, insiste sur le fait que le Traité de Lisbonne a accordé aux parlements régionaux des compétences nationales.

L'Université de Gand – très compétente en matière des sciences de la vie – souhaite échanger des expériences avec l'Université de Vilnius.

La “Katholieke Universiteit van Leuven” (KUL) entend conclure un accord de principe avec les trois pays baltes.

“Flanders Investment & Trade” (FIT) a décidé entre temps de retransférer le siège de Saint-Pétersbourg à Vilnius.

Le port de Klaipeda, libre de glaces toute l’année et où l’entreprise de dragage De Nul opère également, peut constituer pour les ports flamands une porte d’entrée pour l’Europe de l’Est.

La Lituanie compte sept zones de libre-échange, dont une est d’ailleurs géré par un Flamand.



De gauche à droite : Andrius MAZURONIS, Vitautas GAPSYS, Jan PEUMANS, Povilas GYLIS et Gediminas VARVUOLIS.

Accueil à la Chambre

L'entretien avec le président de la Chambre Siegfried BRACKE porte en grande partie sur la crise des réfugiés et sur les conséquences politiques qui en découlent. La question divise l'opinion publique. En Lituanie, des élections ont lieu l'année prochaine ; elles pourraient donner des ailes à des formations populistes encore marginales pour l'instant. La crainte que la Russie veut détourner l'attention de la crise en Ukraine en intervenant en Syrie contre l'Etat islamique est également réelle. La Lituanie veut pouvoir se défendre contre une éventuelle invasion russe pendant quarante-huit heures avant l'arrivée de renforts de l'Otan. Les Etats baltes sont demandeurs d'une coopération accrue avec le Benelux.



De gauche à droite : l'ambassadeur Gediminas VARVUOLIS, le chef de la délégation Vitaut GAPSYS et le président de la Chambre Siegfried BRACKE.

Visite au port de Gand

M. Daan SCHALCK, administrateur délégué de l'Entreprise portuaire de Gand, a dirigé, trois semaines plus tôt, une mission importante qui a fait le tour de tous les ports maritimes des pays baltes (qui assurent un tiers du volume traité à Gand). De ces Etats proviennent surtout des engrais – traités par l'entreprise Lituanienne GTS ("Ghent Transport & Storage") – et du charbon russe destiné aux aciéries d'Arcelor Mittal.

L'Entreprise portuaire de Gand est un facilitateur public qui met l'espace à la disposition de compagnies privées en veillant à stimuler les synergies entre ces dernières.

Le port de Gand, qui couvre environ un tiers de la superficie de la ville, assure directement ou indirectement 60.000 emplois. A trente kilomètres à peine du delta de l'Escaut, le port vise à être aussi complémentaire que possible avec les ports d'Anvers et de Zeebruges. Ainsi, par exemple, le déchargement de conteneurs n'occupe qu'un pour cent de l'ensemble des activités. Les volumes destinés à la navigation intérieure se situent au même niveau que ceux destinés à la navigation maritime. En raison de la concurrence féroce, le port est condamné à se spécialiser.

Le port de Klaipeda a un énorme potentiel de croissance, surtout pour le trafic en provenance et à destination de Belarus et du Kazakhstan.



De gauche à droite : député et président de section Egbert LACHAERT, chef de la délégation Vitautas GAPSYS, sénateur et député flamand Andries GRYFFROY, Daan SCHALCK, administrateur délégué de l'Entreprise portuaire de Gand, Povilas GYLIS, Andrias MAZURC et l'ambassadeur Gediminas VARVUOLIS.

Visite au Terminal LNG



De gauche à droite : Andrias MAZURONIS, Povilas GYLIS, Andries GRIFFROY, Egbert LACHAERT, Vitautas GAPSYS, Pol VAN DEN DRIESSCHE, Liliana JAROSLAVSKA, le directeur commercial du Terminal LNG Pieterjan RENIER et le responsable de la communication Rudy VAN BEURDEN.

Les installations pour le gaz naturel liquéfié sont apparues à la faveur de la première crise pétrolière de 1973. A l'époque, le gaz était importé d'Algérie. Aujourd'hui, il provient (à -162 degrés Celsius et réduit six cents fois quant à son volume) essentiellement de la Norvège, du Royaume-Uni et du Qatar. Une cinquième citerne est en construction. Dans le port de Klaipėda, le Terminal LNG se trouve dans un navire, mais les Lituanais aimeraient apprendre à le piloter. Ils sont également désireux de se défaire de la trop grande dépendance du gaz russe.

Visite au port de Zeebrugge

M. Joachim COENS, administrateur délégué du port de Zeebrugge, a esquissé l'extension du port maritime, situé près de la route maritime la plus transitée au monde. Zeebrugge, qui s'est développé historiquement autour du Terminal LNG, est au niveau mondial le port le plus important pour l'import et l'export de voitures neuves. Les grands armateurs et les navires de croisière y trouvent leur compte. De 10 à 20.000 emplois en dépendent directement ou indirectement.

Visite à Louvain-la-Neuve

Autour de l'Université Catholique de Louvain (UCL), laquelle totalise environ 30.000 étudiants, dont une grande partie vient de l'étranger, s'est développée, à la faveur de la séparation de la « Katholieke Universiteit van Leuven » (KUL), une nouvelle ville, à peine trente kilomètres au sud de Louvain : Louvain-la-Neuve. N'y habitent pas que des étudiants. C'est devenu également un pôle de croissance pour des entreprises versées dans la recherche et le développement (R&D). La délégation n'a pas seulement pu visiter la ville piétonne mais également pu voir comment fonctionne un type de bibliothèque dernier cri, où s'allient les nouvelles technologies, le confort et la possibilité de travailler en groupe.



De gauche à droite : le chef de la délégation Vitautas GAPSYS et la pro-rectrice Véronique PREAT.

Visite au Parlement de Wallonie

La délégation a pu assister à la séance d'ouverture du Parlement de Wallonie, retransmise pour la première fois en direct par les télévisions régionales. Autour du bâtiment parlementaire quelque trois cents tracteurs s'étaient réunis ce jour-là pour protester contre les formalités administratives croissantes auxquelles les entreprises agricoles sont soumises.



De gauche à droite : le sénateur et député wallon Yves EVRARD, Povilas GYLIS, Liliana JAROSLAVSKA, le responsable du Parlement de Wallonie pour les relations internationales Olivier DE DECKER, Andrius MAZURONIS, Vitautas GAPSYS et Jolita SIRIUTE.